

Communiqué de presse

Contact : Evelyne Lekime
Press & Communications
Téléphone : + 32 2 600 60 12
E-mail : elekime@deloitte.com

Deloitte Belgique publie les résultats de son enquête CFO pour le premier trimestre 2013

La moitié des CFO belges interrogés prévoient une réduction des effectifs pour 2014

Bruxelles, le 3 mai 2013 - Deloitte Belgium communique les résultats de son Enquête CFO trimestrielle, effectuée entre le 13 mars et le 3 avril. Dans un contexte d'incertitude économique persistante, 49% des 63 CFO interrogés s'attendent à une réduction des effectifs de leur organisation pour l'automne 2014 et 11% prédisent une réduction de la main-d'œuvre de plus de 5%. L'optimisme a chuté, le climat des affaires demeure imprévisible et un CFO sur quatre ne s'attend pas à un retour de la croissance avant 2015. Les stratégies défensives demeurent le thème dominant.

Renforcer la compétitivité en réduisant la main-d'œuvre

L'enquête montre que la principale priorité des CFO belges au cours des douze prochains mois consistera à accroître la productivité et l'efficacité, un objectif suivi de près par une compression des coûts. Ce grand désir de changement découle d'un premier trimestre durant lequel les performances de 57% des organisations ont été moins bonnes que prévu. Dans leur démarche pour accroître la compétitivité, près de 60% des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 100 millions d'euros prévoient une réduction des effectifs d'ici fin 2014. Ce pourcentage est de 38% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100 millions d'euros.

Des licenciements de grande ampleur et médiatisés semblent improbables. Les CFO s'attendent plutôt à des réductions de personnel principalement sporadiques ou faisant suite à des départs naturels, tels que prises de retraite sans remplacement.

Les CFO sont mécontents des politiques gouvernementales en matière de fiscalité et du fonctionnement du marché du travail

Ce trimestre se caractérise par une forte augmentation de la perception négative chez les CFO face à l'approche des autorités belges en matière de décisions politiques dans les domaines financier et économique. Cette perception négative est passée de 20% au quatrième trimestre 2012 à 52% au premier trimestre 2013, seul un petit nombre de CFO faisant état d'une attitude positive.

Alors que de nombreux CFO se préparent à des réductions d'effectifs, la majorité d'entre eux estime qu'en Belgique, la réussite à long terme est freinée par les politiques gouvernementales



relatives au marché du travail. 73% considèrent les politiques actuelles comme inappropriées, et un tiers des CFO (33%) les jugeant tout à fait inadéquates.

De l'avis des CFO, les réformes susceptibles de contribuer le plus à la compétitivité et à la réussite des entreprises consisteraient à réduire le coût de la main-d'œuvre en diminuant les contributions sociales des employeurs et à modifier le système d'indexation automatique des salaires.

Au-delà du marché du travail, près de la moitié des CFO déclare que les décisions politiques en matière financière et économique en Belgique ont eu un effet négatif sur leurs plans d'investissement au cours des douze derniers mois, juste après les incertitudes planant sur l'environnement économique au sens large.

La reprise économique continue à être différée

La principale préoccupation des CFO belges est la reprise économique ou – plutôt – son absence. Même si certains d'entre eux nourrissent des espoirs de croissance (modérée) pour la Belgique en 2013, la grande majorité s'attend à un chiffre de l'ordre de -1% à 0,1%, nombreux étant les CFO qui redoutent une croissance négative. Près de huit CFO sur dix pensent désormais que la reprise débutera en 2014.

Alors que le pire de la crise de l'euro semble appartenir au passé, avec les problèmes financiers chypriotes, on constate que de plus en plus de CFO (17% aujourd'hui contre 11% au trimestre précédent) pensent que des États membres pourraient quitter la zone euro au cours de l'année à venir. Cette éventualité ne figure toutefois que très loin sur la liste des préoccupations et les CFO ne modifient pas leurs plans pour affronter la tension associée à l'euro.

Des mesures plus défensives encore

Les signaux d'alarme de la fin 2012 indiquant que 2013 serait à nouveau une année difficile se confirment par des performances inférieures aux attentes, ce qui conduit à l'adoption de mesures plus défensives encore. Après une croissance durant la majeure partie de 2012, la propension au risque est en recul ; l'accroissement des liquidités demeure une haute priorité et les CFO privilégient fortement la croissance organique plutôt que l'expansion par le biais d'acquisitions. Ceci étant, plus de la moitié des CFO interrogés s'attend à une augmentation des fusions et des acquisitions au cours des douze prochains mois, soit le chiffre le plus élevé depuis la mi-2011.

Du point de vue des CFO, les défis liés aux conditions économiques difficiles ne leur laissent aucun répit. La demande reste morose, les résultats continuent à ne pas être à la hauteur des attentes et les CFO redoutent que des facteurs contextuels, tels que les politiques économiques et fiscales, s'ajoutent encore à leurs soucis.

###

À propos de Deloitte

Deloitte, cabinet d'audit et de conseil de premier plan en Belgique, offre des services à haute valeur ajoutée en matière d'audit, d'expertise comptable, de conseil fiscal, de conseil financier et de consultance. Plus de 2.600 collaborateurs répartis dans 11 bureaux conseillent des entreprises nationales et internationales, des PME ainsi



que des institutions publiques et des ASBL. Le chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2012 s'élève à 334 millions d'euros.

Le cabinet belge fait partie du groupe international Deloitte Touche Tohmatsu Limited, l'un des leaders mondiaux des services professionnels, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes.

Nous concentrons nos efforts sur notre service à la clientèle à travers une stratégie mondiale menée au niveau local dans plus de 150 pays. Fortes d'un capital intellectuel composé d'environ 200.000 personnes dans le monde, nos sociétés membres fournissent des services dans les principaux domaines professionnels couvrant l'audit, la fiscalité, la consultance et le conseil financier. Leurs services, renommés pour leur excellence, ont déjà conquis les décideurs de la plupart des grandes enseignes internationales et nationales, publiques comme privées, et d'organisations prospères en plein essor opérant à l'échelle mondiale. Le groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited a réalisé un chiffre d'affaires de 31.3 milliards de dollars pour l'année fiscale 2012.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter <http://www.deloitte.com/about>.